

â\200\231

amÃ©liorcr dâ\200\231urgcncc la gcstion i¬\201nancicrc dc lâ\200\231ONICOR ct arrÃ©ter dc coni¬\201er la distribution du n'z 2â\200\2301 dcs grossistcs doutcux et non i¬\201nancÃ©s par la BIC. Ceci dans un souci dc prÃ©scrver la t axe unique, augmentcr lc dÃ©posit bancaire dc lâ\200\231ONICOR, ct achctrer lc riz par la procÃ©durc d â\200\231appcl dâ\200\231ofâ\200\230frcs intcmational.

â\200\230

12.

Le respect et la misc en application des mesurcs mcntionnÃ©cs ci-dcssus permcttront dc cr Ã©dibiliser lcs

autoritÃ©s politiqucs vis-Ã©-vis dc la population ct dc la cominunautÃ© dcs baillcurs dc fondsâ\200\231. Il sâ\200\231agit pour le

Gouvcmcment dc mettre i¬\201n dÃ©i¬\201nitivcmcnt avec les pratiques relatives A la mauva isc gcstion dcs ressourccs fmanciÃ©rcs dc lâ\200\231Etat.

Ccci ai¬\201n de dÃ©montrer que le gouvcmcmt est prÃ©t Ã prendre des mcsurcs appropiacâ\200\231cs pour soutenir les rÃ©formes dc maniÃ©rc sÃ©rieuse. Les bailleurs ser ont convaincus dâ\200\231appuycr ct dâ\200\231aidcr lc Gouvcmcmt sâ\200\231ils rÃ©alisent que les autoritÃ©s gÃ©rent lcs ressourccs limitÃ©cSâ\200\231 avec beaucoup dc rigueur, dc discipline budgÃ©taire ct de maniÃ©re Sage ct convenable.

Draft Paras on The Gambia and Sierra Leone

The Gambia

The Group welcomed the Report of the CMAG Ministerial Mission to The Gambia and noted the progress being made on the transition programme.

It encouraged Commonwealth member governments and the wider international community to respond to The Gambia's appeal for resources for the electoral process, while recognising that key elements of the process were yet to be put in place. In this regard, CMAG urged an early lifting of the ban on political activity and political parties as part of creating a credible electoral process.

Sierra Leone

The Group warmly welcomed the progress that had been made in Sierra Leone since Presidential and Parliamentary elections in February. It commended the efforts of the Secretary-General and urged him to continue his good offices role in facilitating the peace negotiations between the Government of Sierra Leone and the Revolutionary United Front.

MEMORANDUM DU FORUM POUR

LE REDRESSEMENT NATIONAL ET DE LA FEDERATION
A L'ATTENTION DE LA DELEGATION MINISTERIELLE
DE L'OUA DEPECHEE AUX COMORES DANS LE CADRE

DE LA CRISE SEPARATISTE

La FÃ©dÃ©ration et

16 Forum saluent et souhaitent la bienvenue aux Comores aux
Honorables Ministres des Aï-â\201â\200\230aires EtrangÃ©res des pays membres de l'OUA envo
yÃ©s aux
Comores pour relancer le dialogue inter-comorien.

L'opposition comorienne 36 joint au peuple comorien pour remercier encore une fois
l'OUA et notamment son SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral â\200\230envoyÃ© spÃ©cial â\200\231Ambassa
deur Yere, le Bureau
de Liaison a Moroni dans leurs efforts inlassables pour la sauvegarde de l'intÃ©gritÃ© te
rritoriale
et l'unitÃ© nationale des Comores. L'opposition nationale note avec satisfachon qua l'OU
A a
rÃ©ussi 2â\200\2301 faire asseoir ensemble toutes les parties comoriennes Âf1 Addis AbÃ©b
a et a Fomboni,
deux rencontres qui ont permis 2â\200\2301 chaque partie d'exposer son point de vue sur l
a crise et des
solutions quâ\200\230elle souhaite y apporter.

11 convient de noter ici que Si lâ\200\2300UA s'active pour honorer ses engagements nÃ©s
de
lâ\200\231Accord dâ\200\230Addis AbÃ©ba, 11 nâ\200\230en est pas de mÃ©me pour d'autres p
arties, en particulier les
dirigeants sÃ©paratistes et le gouvemement.

ApiÃ©s Addis et su110ut Fomboni 011 CI0ya1t que la partie Anjouanaise s'Ã©tait engagÃ©e
dans la dÃ©crispation du chmat pour privilÃ©gier 16 dialogue Or que constate--t- on â\200
\2307 La libertÃ© de
circulation des personnes et des b16115 ne s'est pas matÃ©rialisÃ©e jusqua ce jour contra
irement
aux engagements contractÃ©s (mÃ©me l'acheminement des personnes dÃ©cÃ©dÃ©es fait
dintenses nÃ©gociations) La persÃ©cution des opposants au sÃ©paratisme se poursuit : des
dirigeants de lâ\200\2300pposition venus d' Anjouan participer 2â\200\2301 121 rencontre
de Fomboni sont empÃ©chÃ©s
Âf1 CC jour par la partie Anjouanaise de rentrer dans leur 116 dorigine. En outre un cert
ain
nombre dâ\200\231actes susceptibles d'entraver la recherche dâ\200\231une solution global
e a la crise sont

1'0bjet

allouer d'au moins 200 milliards de francs comoriens aux ministères concernés, en particulier au ministère de l'éducation, afin de couvrir un niveau adéquat des besoins en biens et services; favoriser les dépenses extra-budgétaires (hors-circuit budgétaire); impliquer davantage les cadres du Trésor dans la répartition des opérations de cette institution et notamment les encourager à respecter le cadre réglementaire des engagements financiers.

Pour atteindre ces objectifs, il est recommandé un fort engagement politique afin de contenir les dépenses.

9. maintenir la masse salariale. En vue d'assurer la régularité des paiements mensuels des salaires, la masse salariale pour 1998 devra être réduite à 200 milliards de francs comoriens. Dans la répartition du budget, il est recommandé de préserver la masse salariale budgétaire pour Anjouan et favoriser de la récession ailleurs si nécessaire. La réduction de la masse salariale devrait tarder à 2001 pour trouver un équilibre rapidement satisfaisant pour le gouvernement de la République Islamique des Comores. La rationalisation de la répartition des objectifs d'autre part, une réduction des effectifs des agents de la fonction publique et d'autres emplois de l'Etat afin d'atteindre un niveau ne dépassant pas 5,500 agents comme convenu en 1997 et qui n'a malheureusement pas été suivi dans les chiffres. Les dépenses des biens et services devront être limitées à 200 milliards de francs comoriens. .1 4,1 milliards de francs comoriens pour permettre aux ministères de financer les dépenses nécessaires au fonctionnement. Les objectifs mentionnés ci-dessus ne peuvent être réalisés que si l'exists une discipline budgétaire rigoureuse dans la répartition du budget notamment en évitant les dépenses extra-budgétaires. Les dépenses courantes totales devront être limitées à 200 milliards de francs comoriens.

Pour être cohérent avec la politique fiscale indiquée ci-dessus, la politique monétaire devra être

10. rigoureux afin d'éviter une réduction importante des avoirs à 200 milliards de francs comoriens. Dans ce contexte, le crédit net 2001 prévoit du gouvernement en provenance du secteur bancaire pour l'année d'octobre 1998 et devra pas dépasser le niveau de l'année 1997. Le crédit au secteur privé devra augmenter de 10%. Sur cette base 165 avoirs nets de la Banque Centrale sont projetés à diminuer sensiblement à environ de 7 mois équivalents des importations.

Prochaines étapes

11. Le Fonds et la Banque sont disposés à maintenir leur dialogue visant à atteindre un programme moyen termique qui pourrait être soutenu par les deux institutions et d'autres bailleurs. Dans un souci de rationaliser ces objectifs, il est vivement encouragé de préserver la répartition des unités nationales et la stabilité politique des Comores. Sans cela, il sera difficile de mettre en place un programme d'ajustement dans la partie 165 autorités politiques doivent manifester leur volonté pour engager des réformes macro-économiques et structurelles. A cette occasion, le gouvernement devra prendre en considération les mesures suivantes:

un engagement politique ferme pour établir le contrôle des dépenses et la discipline dans les dépenses en mettant
en place des mesures pour (i) continuer et accélérer la réforme de la fonction publique; (ii) réduire la masse salariale; et (iii) limiter les effectifs des agents de l'Etat, y compris la application des cadres organiques et la mise en place d'un plan rationalisé pour 1998 gérant de manière rationnelle la politique de recrutement des agents, en particulier au Ministère de l'Education; adoption d'un budget approprié pour 1998 selon les grandes lignes indiquées dans les paragraphes 7 à 9;
prendre des mesures drastiques pour améliorer la gestion du Trésor à son plus haut niveau hiérarchique; ainsi que la présentation des comptes de manière simple et transparente; accélérer le processus de privatisation des entreprises publiques de manière transparente en commun accord avec la Banque et dynamiser les activités de la Commission de privatisation;

-
-
-
-

la forte defaillance dcs cadres de haut niveau 2â\200\2301 la direction du TrÃ©sor, qui c autionnc ct autonâ\200\231sc les palements dcs dÃ©penses non budgetisÃ©es ct par consÃ©quentpas ordonnancÃ©es auparavant p ar la Direction du Budget ni vÃ©rifiÃ©\201Ã©es par le contrÃ©lcur i-\201nancier; lâ\200\231insufiÃ©\201sance ct le retard sÃ©rieux dans la compilation des comptes au TrÃ©s or, ce qui empÃ©chc une analyse objective des dÃ©penses publiques dc maniÃ©rc transparente; lc manque de transfert au TrÃ©sor des reccttes de lâ\200\231Etat collectÃ©es par les dive rs rÃ©gies des dii-\201Ã©rents MinistÃ©res techniques. Lâ\200\231utilisation dc ccs fonds qui nc sont pas vcrsÃ©s qu TrÃ©sor Ã©chappe a leur contrÃ©le; lc manque dc volontÃ© ct lâ\200\231inabilitÃ© dâ\200\231appliquer dâ\200\231unc maniÃ©re consistante lcs mcsures drastiques pour la rÃ©duction de la masse salariale dans le MinistÃ©re de lâ\200\231Ã©ducation et au sein de s Forces armÃ©es. Toutefois, le MinistÃ©re dc lâ\200\231 Ã©ducation et les Forces armÃ©es totalisent plus de la moitiÃ© de la masse salarialc dc lâ\200\231Etat.

5.

Au niveau de lâ\200\231exÃ©cution du programme dc privatisatiqn des entrepn'ses publiques , le gouvemement a pris des mesures encourageantes en adoptaqt les stratÃ©gies proposÃ©es par la Commission de privatisation sur la privatization des activitÃ©s de la sociÃ©tÃ© des hydrocarbures (S CH) ct de la soc iÃ©tÃ© comoriennne des ports (SOCOPOTRAM), ct sur la liquidation des actifs de la sociÃ©tÃ© dâ\200\231Air Comores. Les prochaincs Ã©tapes porteront sur le lancement dâ\200\231appcl dâ\200\231offres intemationaâ\200\2301 pour la sÃ©lection dâ\200\231opÃ©rateurs professionncls stratÃ©giques ct sur la conclusion des contrats avec les opÃ©rateurs sÃ©lectionnnÃ©s. Aï-\201n dâ\200\231assurer que les opÃ©rations dc privatisation rÃ©ussissent pour lâ\200\231intÃ©rÃ©t dos consommateurs como riens, le processus dc sÃ©lcction des opÃ©rateurs privÃ©s doit Ã©tre fait dâ\200\231 une maniÃ©re transparente. Dans le processus dc privatisation, on encourage en plus de lâ\200\231opÃ©rateur stratÃ©gique, lâ\200\231implication dâ\200\231opÃ©rateurs locaux. Les services de la Banque apporteront lâ\200\231assistance technique au ComitÃ© dc privatisation dans la prÃ©paration des cahiers dc charge ainsi que le lancement dâ\200\231appcl dâ\200\231oÃ©\201â\200\230res et la sÃ©lection dÃ©s opâ\200\230Ã©rateurs. La Commission de privatisation soumcttra dans les prochains jours un programmC de travail et un calendrier dâ\200\231exÃ©cution.

Perspectives pour 1998 et recommendations

6.

La situation Ã©conomique ct i-\201nanciÃ©re pour 1998 restc encore fragile. Les exportati ons dcs produits traditionncls augmenteront scnsiblcment alors que lcs perspectives dans le sectcur du tou risme restront troublÃ©es par la propagation du cholÃ©ra dans la pays et la persistance de lâ\200\231ins tabilitÃ© politique. Par contre, le rÃ©tablissement dc la production dc lâ\200\231Ã©lectn'citÃ© a permis une relance des acti vitÃ©s Ã©conomiques dans dc nombrccs scctcurs. Ccttc reprise, bien que modestc, doit pcrmcttre 2â\200\2301 lâ\200\231 Ã©conomie dc croitre a pen prÃ©s 2â\200\2301 hauteur de.2%. Le taux dâ\200\231iniÃ©\202ation restera a un basâ\200\230 niveau cstimÃ© Ã© en 'ron 1%.

7.

Dans ce cadre, les recettes budgétaires augmenteront d'environ de 8% par rapport à celles collectées

en 1997. Suite à une forte amélioration en 1997, 163 recettes douanières sont estimées à 200 2301 augmenter de 6%.

De même, les recettes de la Direction des impôts sont estimées à 200 2301 augmenter de 23%, compte tenu de

l'application pour l'année pleine de la TGV et l'ASDI. Les dons sont estimés à 7,8 milliards de Francs

comme sur la base du programme des investissements publics (PIP). Ces projections des recettes

budgétaires font l'objet d'un degré d'incertitude assez élevé à cause de la situation politique à Anjouan.

8.

les dépenses devront être prudemment plafonnées en vue de :

Etant donné les perspectives des recettes ci-dessus mentionnées et l'incertitude dans la situation politique,

-

-

atteindre un surplus de 1,3% du PIB au niveau du solde primaire des opérations budgétaires;

éviter des accumulations de dettes salaires et autres arrivées intérieures;

,

' Provisoire

: rÃ©fÃ©rendum constitutionnel

et formation d'un gouvemement du pseudo-Etat engageÃ©\200\231es

d'Anjouan. DÃ©s lors une clarifiÃ©\201cation sâ\200\230impose avec les dirigeants sÃ©paratistes quant 2â\200\2301 leur rÃ©elle volontÃ© de contribuer 2â\200\2301 la recherche d'une solution pacifiÃ©\201que 2â\200\2301 la crise.

Cependant, il convient d'indiquer que la surenchÃ©re de la partie Anjouanaise sâ\200\230a ppuye sur l'impuissance et lâ\200\231absence dâ\200\231initiatives crÃ©dibles de la partie gouv ementale. Avant comme aprÃ©s Addis Abeba, le gouvemement nâ\200\230a rien fait pour favoriser l'Ã©mergence d'un climat d'apaisement et de discussion constructive. Câ\200\230est ainsi que :

- la constitution dÃ©criÃ©e par toutes les parties est toujours en vigueur, de surcroit quotidiennement ViolÃ©e par ses propres promoteurs ;
- L'AssemblÃ©e FÃ©dÃ©rale est toujours maintenue alors quâ\200\230elle ne reprÃ©sente plus personne

et notamment sa composante Anjouannaise ',

lâ\200\230Ã©tat dâ\200\230exception maintâ\202-nu jusqu'a prÃ©sent en contradiction i- \202agrante avec lâ\200\230esprit

â\200\224

d'apaisement prÃ©conisÃ© par lâ\200\230Accord dâ\200\230Addis et le CommuniquÃ© de Fomboni

- les mÃ©dias d'Etat sont accaparÃ©s par le pouvoir et cultivent la haine entre 185 \$165 :

incitation permanente a 1 guerre civile ;

- la libertÃ© de rÃ©union et de manifestation est constamment ViolÃ©e ;
- des brimades, des vexations et des humiliations rÃ©guliÃ©rement pratiquÃ©es a Fencontre des fonctionnaires originaires d'Anjouan ;

- le consensus social est rompu par l'utilisation abusive et la dilapidation des deniers publics (le dernier rapport de la mission conjointe Banque Mondiale et FMI est 2â\200\230 1 ce propos trÃ©s Ã©loquent) et enfm

- la gestion des affaires publiques et de la crise anjounnaise se fait dans la plus totale opacitÃ© : On peut prendre par exemples l'absence d'appel dâ\200\231offre ne serait que symbolique dans les voyages impromptus du PrÃ©sident de la la construction du Chateau de Beit-Salam et RÃ©publique dans divers pays sans y rendre compte 21 la Nation.

En somme, on constate une rupture du consensus national et social ainsi qu'une absence totale de volontÃ© d'y remÃ©dier de 121 part du pouvoir.

Par consÃ©quent, devant l'impuissance, l'intransigeance et le manque de rÃ©alisme 21 la fois du pouvoir et des dirigeants sÃ©paratistes et dans le souci de crÃ©er le meilleur climat possible 21 la tenue rapide de la confÃ©rence comorienne interâ\200\224iles, l'opposition nationale rÃ©agitÃ©re encore une

fois

les propositions adéquates à la situation qu'elle avait avancées au cours de la conférence internationale d'Addis Abeba sur la crise comorienne et de la réunion de la Commission de mise en œuvre de l'Accord d'Addis Abeba tenue 24/2002301 Fomboni. Il s'agit de :

la suspension immédiate de la constitution en vigueur, du reste rendue caduque par les

demières évolutions ,

- la formation d'un gouvernement de salut national avec la participation de toutes les parties et en particulier les parties Anjounnaise et Mohélienne ; un gouvernement investi de tous les pouvoirs qui, en collaboration avec l'OUA, relancera le dialogue interne à la recherche d'aboutir dans les meilleurs délais 24/2002301 une solution juste, équitable et durable 24/2002301 la crise.

L'opposition nationale est fermement convaincue que le maintien du statu quo au niveau de l'Etat constitue le principal obstacle à la recherche d'une solution négociée et globale.

Pour l'opposition, la résolution de la crise passe par la prise en compte des principes suivants :

- l'intégrité territoriale et l'unité nationale ;
- la recherche d'une solution négociée
à la construction d'un véritable Etat de droit ;
à la instauration d'un véritable fédéralisme avec des entités fédérées autonomes et

participant aux décisions fédérales ;

- la poursuite du processus démocratique interrompu depuis octobre 1996 et en 2001
à 24/2002301 une gestion rigoureuse, saine, juste et équitable des ressources de l'Etat fédéral et des

entités fédérées.

parties 21

Telle est en conclusion la compréhension de l'opposition nationale des déclarations de la Conférence d'Addis 24/200224Abéba et de Fomboni et réaffirmées dans le rapport du Secrétaire Général au Conseil des Ministres de l'OUA 21 Addis 24/200224Abéba du 24 au 28 février
dernier, notamment dans 165 points 73, 74, 75, 76 et 77.

La Fédération et le Forum saisissent cette occasion pour renouveler leur confiance 24/2002301

l'OUA et souhaiter pleins succès à la Mission Ministérielle de l'OUA.

Moroni, le 18 mars 1998

Pour la Fédération

Pour le Forum.

) (. 24/2002301

; > LugL 24/2002301

V5:

i Tu:
AWLâ\200\235 L L â\200\234K.

\ {\1

WI

â\200\230

L .LLM L

0.

â\200\230..,L

"â\200\231

3

RelevÃ© des Conclusions de la Mission conjointe du Fond MonÃ©taire et de la Banque Mondiale

1.

La mission des services du Fond MonÃ©taire et de la Banque Mondiale a sÃ©journÃ© 2â\200 \2301 Moroni du 14 au 26 fÃ©vrier 1998 pour (i) examiner les progrès réalisés dans le cadre du programme de surveillance prolongé pour 1997 en matière des î-nances publiques et dans lâ\200\231exécution du programme de privatisation des entreprises publiques; (ii) examiner le budget pour lâ\200\231exercice 1998; et (iii) évaluer les perspectives économiques en 1998. La mission tient 2â\200\2301 exprimer ses sincères remerciements aux autorités comoriennes pour leur excellente collaboration. Le présent aide-mémoire résume les conclusions et recommandations de

la mission.

2.

- -

.

.

Une revue de la performance économique en 1997 dans son ensemble 3 donnée des résultats suivants:

les activités économiques étaient en général dominées par les secteurs de l'approvisionnement en électricité et de la continuation de la faible performance du secteur des exportations. Le taux d'inflation, par contre, a continué 2â\200\2301 baisser. le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est aggravé significativement, résultant davantage du déclin des exportations traditionnelles et une baisse importante des revenus nets des services.

Le déficit global de la balance des paiements a connu une forte augmentation en raison de la diminution des î-nances des capitaux. Par conséquent, les avoirs extérieurs de la Banque Centrale ont baissé et les dépenses de paiements des services de la dette extérieure ont continué 2â\200\2301 à s'accumuler.

3.

Les résultats du programme de surveillance pour lâ\200\231année pleine en matière des î-nances publiques étaient mitigés. Les objectifs quantitatifs de recettes, pour l'année 1997, ont été atteints grâce à un meilleur recouvrement des recettes au niveau de l'administration douanière avec le concours de Cotecna et des services des impôts. Toutefois, les dépenses en matière de masse salariale ont largement dépassé les objectifs. Par ailleurs, les dépenses totales pour les biens et services (y compris les charges pour le transport) sont restées dans lâ\200\231enveloppe de l'î-nancement prévu dans le budget de 1997. Néanmoins plus de 70% desdites dépenses ont été affectées à l'investissement : 31 la superstructure publique. Ceci a entraîné un déclin des ressources pour les autres secteurs, en particulier les secteurs sociaux. La plupart des dépenses actuellement payées par le Trésor ne sont pas conformes à la législation et par conséquent elles ne sont pas programmées et justifiées par la Direction du Budget.

4.

Les problèmes fondamentaux dans la gestion des î-nances publiques résident dans lâ

\200\231absence dâ\200\231un engagement politique dans le domaine du controle des dÃ©penses et de rigueur dans la discipline i-\201scale. Des dÃ©rapages importants ont Ã©tÃ© enregistrÃ©s dans lâ\200\231exÃ©cution des mesures proposÃ©es pour la reduction de la masse salariale en 1997 . Le non respect des regles relatives 2â\200\2301 lâ\200\231Ã©xecution budgetaire a entraîné une distortion des engagements i-\201nanciers de 'lâ\200\231Etat en faveur des dÃ©penses non-pn'oi-\201taires. Cette situation sâ\200\231est

traduite par:

.

-

lâ\200\231utilisation systÃ©matique des fonds publics en dehors des procedures budgÃ©taires lÃ©gales et dans le mÃ©pris de contrÃ©le devronti-\201tre effectuÃ© par 165 services appropriÃ©s du Ministere des Finances et du Budget (non respect du circuit dâ\200\231ordonnancement); la dÃ©faillance des procedures officielles de recrutement des agents de la fonction publique par les differents ministeres, plus particulicrement le Ministere de lâ\200\231Ã©ducation qui continue 2â\200\2301 recruter son personnel malgrÃ© lâ\200\231existence dâ\200\231un grand nombre dâ\200\231agents sans affiliation ni attribution de poste dans le Ministere de lâ\200\231Ã©ducation.

â\200\230

MEMORANDUM DU FORUM POUR

LE REDRESSEMENT NATIONAL ET DE LA FEDERATION
A L'ATTENTION DE LA DELEGATION MINISTERIELLE
DE L'OUA DEPECHEE AUX COMORES DANS LE CADRE

DE LA CRISE SEPARATISTE

La FÃ©dÃ©ration et

16 Forum saluent et souhaitent la bienvenue aux Comores aux
Honorables Ministres des Affaires EtrangÃ©es des pays membres de l'OUA envoyÃ©s aux
Comores pour relancer le dialogue inter-comorien.

L'opposition comorienne 36 joint au peuple comorien pour remercier encore une fois
l'OUA et notamment son SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral, lâ\200\230envoyÃ© spÃ©cial lâ\200\231Ambass
adeur Yere, le Bureau
de Liaison a Moroni dans leurs efforts inlassables pour la sauvegarde de l'intÃ©gritÃ© te
rritoriale
et l'unitÃ© nationale des Comores. Lâ\200\230opposition nationale note avec satisfaction
que Eâ\200\231GUA a
rÃ©ussi 2â\200\2301 faire asseoir ensemble toutes les parties comoriennes Ea Addis AbÃ©ba
et 21 Fomboni,
deux rencontres qui ont permis 2â\200\2301 chaque partie d'exposer son point de vue sur l
a crise et des

solutions quâ\200\230elle souhaite y apporter.

Il convient de noter ici que si lâ\200\230OUA sâ\200\231active pour honorer ses engagemen
ts nÃ©s de
l'Accord dâ\200\230Addis AbÃ©ba, il nâ\200\230en est pas de mÃ©me pour d'autres parties)
en particulier les
dirigeants sÃ©paratistes et le gouvemement.

AprÃ©s Addis et surtout Fomboni, On croyait que la partie Anjouanaise s'Ã©tait engagÃ©e
dans la dÃ©crispation du climat pour privilÃ©gier le dialogue. Or que constate-t-on 7 La
libertÃ© de
circulation des personnes et des biens ne s'est pas matÃ©rialisÃ©e jusqu'a ce jour, contr
airement
l'Objet
aux engagements contractÃ©s (mÃ©me l'acheminement des personnes dÃ©cÃ©dÃ©es fait
d'intenses nÃ©gotiations). La persÃ©cution des opposants au sÃ©paratisme se poursuit : de
s
dirigeants de lâ\200\230opposition venus d'Anjouan participer 21 la rencontre de Fomboni
sont empÃ©chÃ©s
2â\200\2301 (:6 jour par la partie Anjouanaise de rentrer dans leur Tle d'origine. En out
re7 un certain
nombre d'actes susceptibles d'entraver la recherche dâ\200\231une solution globale 21 la
crise sont

allouer d'au moins 200 milliards de francs comoriens aux ministères concernés, en particulier au ministère de l'éducation, afin de couvrir un niveau adéquat des besoins en biens et services; favoriser les dépenses extra-budgétaires (hors-circuit budgétaire); impliquer davantage les cadres du Trésor dans la répartition des opérations de cette institution et notamment les encourager à respecter le cadre réglementaire des engagements financiers.

Pour atteindre ces objectifs, il est recommandé un fort engagement politique afin de contenir les dépenses.

9. maintenir la masse salariale. En vue d'assurer la régularité des paiements mensuels des salaires, la masse salariale pour 1998 devra être réduite à 200 milliards de francs comoriens. Dans la répartition du budget, il est recommandé de préserver la masse salariale budgétaire pour Anjouan et favoriser de la récession ailleurs si nécessaire. La réduction de la masse salariale devrait tarder à 2001 pour trouver un équilibre rapidement satisfaisant pour le gouvernement de la République Islamique des Comores. La rationalisation de la répartition des objectifs d'autre part, une réduction des effectifs des agents de la fonction publique et d'autres emplois de l'Etat afin d'atteindre un niveau ne dépassant pas 5,500 agents comme convenu en 1997 et qui n'a malheureusement pas été suivi dans les chiffres. Les dépenses des biens et services devront être limitées à 200 milliards de francs comoriens. .1 4,1 milliards de francs comoriens pour permettre aux ministères de financer les dépenses nécessaires au fonctionnement. Les objectifs mentionnés ci-dessus ne peuvent être réalisés que si l'exists une discipline budgétaire rigoureuse dans la répartition du budget notamment en évitant les dépenses extra-budgétaires. Les dépenses courantes totales devront être limitées à 200 milliards de francs comoriens.

Pour être cohérent avec la politique fiscale indiquée ci-dessus, la politique monétaire devra être

10. rigoureux afin d'éviter une réduction importante des avoirs à 200 milliards de francs comoriens. Dans ce contexte, le crédit net 2001 prévoit du gouvernement en provenance du secteur bancaire pour l'année d'octobre 1998 et devra pas dépasser le niveau de l'année 1997. Le crédit au secteur privé devra augmenter de 10%. Sur cette base 165 avoirs nets de la Banque Centrale sont projetés à diminuer sensiblement à environ de 7 mois équivalents des importations.

Prochaines étapes

11. Le Fonds et la Banque sont disposés à maintenir leur dialogue visant à atteindre un programme moyen termique qui pourrait être soutenu par les deux institutions et d'autres bailleurs. Dans un souci de rationaliser ces objectifs, il est vivement encouragé de préserver la répartition des unités nationales et la stabilité politique des Comores. Sans cela, il sera difficile de mettre en place un programme d'ajustement dans la partie 165 autorités politiques doivent manifester leur volonté pour engager des réformes macro-économiques et structurelles. A cette occasion, le gouvernement devra prendre en considération les mesures suivantes:

un engagement politique ferme pour établir le contrôle des dépenses et la discipline dans les dépenses en mettant
en place des mesures pour (i) continuer et accélérer la réforme de la fonction publique; (ii) réduire la masse salariale; et (iii) limiter les effectifs des agents de l'Etat, y compris la application des cadres organiques et la mise en place d'un plan rationalisé pour 1998 gérant de manière rationnelle la politique de recrutement des agents, en particulier au Ministère de l'Education; adoption d'un budget approprié pour 1998 selon les grandes lignes indiquées dans les paragraphes 7 à 9;
prendre des mesures drastiques pour améliorer la gestion du Trésor à l'avenir son plus haut niveau hiérarchique; ainsi que la présentation des comptes de manière simple et transparente; accélérer le processus de privatisation des entreprises publiques de manière transparente en commun accord avec la Banque et dynamiser les activités de la Commission de privatisation;

Draft Paras on The Gambia and Sierra Leone

The Gambia

The Group welcomed the Report of the CMAG Ministerial Mission to The Gambia and noted the progress being made on the transition programme.

It encouraged Commonwealth member governments and the wider international community to respond to The Gambia's appeal for resources for the electoral process, while recognising that key elements of the process were yet to be put in place. In this regard, CMAG urged an early lifting of the ban on political activity and political parties as part of creating a credible electoral process.

Sierra Leone

The Group warmly welcomed the progress that had been made in Sierra Leone since Presidential and Parliamentary elections in February. It commended the efforts of the Secretary-General and urged him to continue his good offices role in facilitating the peace negotiations between the Government of Sierra Leone and the Revolutionary United Front.

â\200\231

amÃ©liorcr dâ\200\231urgcncc la gcstion i¬\201nancicrc dc lâ\200\231ONICOR ct arrÃ©ter dc coni¬\201er la distribution du n'z 2â\200\2301 dcs grossistcs doutcux et non i¬\201nancÃ©s par la BIC. Ceci dans un souci dc prÃ©scrver la t axe unique, augmentcr lc dÃ©posit bancaire dc lâ\200\231ONICOR, ct achctrer lc riz par la procÃ©durc d â\200\231appcl dâ\200\231ofâ\200\230frcs intcmational.

â\200\230

12.

Le respect et la misc en application des mesurcs mcntionnÃ©cs ci-dcssus permcttront dc cr Ã©dibiliser lcs

autoritÃ©s politiqucs vis-Ã©-vis dc la population ct dc la cominunautÃ© dcs baillcurs dc fondsâ\200\231. Il sâ\200\231agit pour le

Gouvcmcment dc mettre i¬\201n dÃ©i¬\201nitivcmcnt avec les pratiques relatives A la mauva isc gcstion dcs ressourccs fmanciÃ©rcs dc lâ\200\231Etat.

Ccci ai¬\201n de dÃ©montrer que le gouvcmcmt est prÃ©t Ã prendre des mcsurcs appropiacâ\200\231cs pour soutenir les rÃ©formes dc maniÃ©rc sÃ©rieuse. Les bailleurs ser ont convaincus dâ\200\231appuycr ct dâ\200\231aidcr lc Gouvcmcmt sâ\200\231ils rÃ©alisent que les autoritÃ©s gÃ©rent lcs ressourccs limitÃ©cSâ\200\231 avec beaucoup dc rigueur, dc discipline budgÃ©taire ct de maniÃ©re Sage ct convenable.

les propositions adéquates à la situation qu'elle avait avancées au cours de la conférence
fois internationale d'Addis Abeba sur la crise comorienne et de la réunion de la Commission de mise

en oeuvre de l'Accord d'Addis Abeba tenue 24/01/2001 Fomboni. Il sarà agit de :

- la suspension immédiate de la constitution en vigueur, du reste rendue caduque par les demi-évolutions ;
- la formation d'un gouvernement de salut national avec la participation de toutes les parties et en particulier les parties Anjounnaise et Mohélienne ; un gouvernement investi de tous les pouvoirs qui, en collaboration avec l'OUA, relancera le dialogue inter-comorien en vue d'aboutir dans les meilleurs délais 24/01/2001 une solution juste, équitable et durable 24/01/2001 la crise.

L'Opposition nationale est fermement convaincue que le maintien du statu quo au niveau de l'Etat constitue le principal obstacle à la recherche d'une solution négociée et globale.

Pour l'opposition, la résolution de la crise passe par la prise en compte des principes suivants :

- l'intégrité territoriale et l'unité nationale ,
 - la recherche d'une solution négociée
- à la construction d'un véritable Etat de droit ;
- à la instauration d'un véritable fédéralisme avec des entités fédérées autonomes et participant aux décisions fédérales ;
- la poursuite du processus démocratique interrompu depuis octobre 1996 et en 2001
 - une gestion rigoureuse, saine, juste et équitable des ressources de l'Etat fédéral et des entités fédérées.

Telle est en conclusion la compréhension de l'opposition nationale des déclarations des parties à la Conférence d'Addis-Ababa et de Fomboni et réaffirmées dans le rapport du Secrétaire Général au Conseil des Ministres de l'OUA 24/01/2001 Addis-Ababa du 24 au 28 février

dernier, notamment dans 165 points 73, 74, 75, 76 et 77.

La Fédération et le Forum saisissent cette occasion pour renouveler leur confiance 24/01/2001

l'OUA et souhaiter pleins succès à la Mission Ministérielle de l'OUA.

Moroni, le 18 mars 1998

Pour la Fédération

Pour le Forum.

) 24/01/2001 v. à 24/01/2001ng, E Vé/2001/234: "

I

"b Jux. Lâ/2001/230 \ L'

.3

1", $\text{â} \backslash 200 \backslash 234 \text{ "W-u}$

$\ddot{\text{i}} \text{-} \backslash 202$

_)

ReleyÃ© des Conclusions de la Mission anjointe
du Fond MonÃ©taire et de la Banque Mondiale

1.

La mission des services du Fond MonÃ©taire et de la Banque Mondiale a sÃ©journÃ© Â£1 Moroni du 14 au 26 fÃ©vrier 1998 pour (i) examiner les progrÃ©s rÃ©alisÃ©s dans le cadre du programme de surveillance prolongÃ© pour 1997 en matiÃ©re des i-Ã©nances publiques et dans l'Ã©lÃ©ction du programme de privatisation des entreprises publiques; (ii) examiner le budget pour l'Ã©xercice 1998; et (iii) Ã©valuer les perspectives Ã©conomiques en 1998. La mission tient 2â€¢Ã©xprimer ses sincÃ©res remerciements aux autoritÃ©s comoriennes pour leur excellente collaboration. Le prÃ©sent aide-mÃ©moire rÃ©sume les conclusions et recommandations de la mission.

2.

UDC revue de la performance Ã©conomique en 1997 dans son ensemble 3 donnÃ©es rÃ©sultats suivants:

- -

0

Les activitÃ©s Ã©conomiques Ã©taient en gÃ©nÃ©ral dominÃ©es par un rÃ©sultat en grands partis de l'effondrement de l'approvisionnement de l'Ã©lectricitÃ© et de la continuation de la faible performance du secteur des exportations. Le taux d'Ã©change, par contre, a continuÃ© 2â€¢Ã©xposer une baisse. Le dÃ©ficit du compte courant de la balance des paiements s'est agrÃ©gÃ© significativement, reflÃ©tant davantage le dÃ©clin des exportations traditionnelles et une baisse importante des revenus nets des services. Le dÃ©ficit global de la balance des paiements a connu une forte augmentation en raison de la diminution des importations des capitaux. Par consÃ©quent, les avoirs extÃ©rieurs de la Banque Centrale ont baissÃ© et les arriÃ©rÃ©s de paiements des services de la dette extÃ©rieure ont continuÃ© Â£1 s'accumuler.

3.

Les rÃ©sultats du programme de surveillance pour l'annÃ©e pleine 1997 en matiÃ©re des i-Ã©nances publiques Ã©taient mitigÃ©s. Les objectifs quantitatifs de recettes, i-Ã©xÃ©cuted trimestriellement et pour l'annÃ©e 1997, ont Ã©tÃ© atteints grÃ¢ce au meilleur recouvrement des recettes au niveau de l'administration des douanes avec le concours de Cotecna et des services des impÃ©t. Toutefois, les dépenses en matiÃ©re de la masse salariale ont largement dÃ©passÃ© les objectifs. Par ailleurs, les dépenses totales pour les biens et services (y compris les charges pour le tÃ©lÃ©phonie) sont restÃ©es dans l'enveloppe de i-Ã©nancement prÃ©vu dans le budget de 1997. NÃ©anmoins plus de 70% desdites dépenses ont affectÃ© 2â€¢Ã©xposÃ© la superstructure politique. Ceci a entraÃ®nÃ© 1111 déficit des ressources pour les autres secteurs, en particulier les secteurs sociaux. La plupart des dépenses actuelles sont payÃ©es par le TrÃ©sor et ne sont pas conformes à l'orthodoxie budgÃ©taire et par consÃ©quent elles sont pas programmÃ©es et justifiÃ©es par la Direction du Budget.

4.

Les problèmes fondamentaux dans la gestion des i-Ã©nances publiques rÃ©sident dans l'absence d'Ã©lÃ©ction du programme de privatisation.

engagement politique dans 16 domaines du contrôles des dépenses et de rigueur dans la discipline à l'échelle. Des rapports importants ont été enregistrés dans la législation sur l'application des mesures proposées pour la réduction de la masse salariale en 1997.

Le non respect des règles relatives à l'exécution budgétaire a entraîné une distortion des engagements à l'égard de l'Etat en faveur des dépenses non-prioritaires. Cette situation a été traduite par :

.

-

l'utilisation systématique des fonds publics en dehors des procédures budgétaires légales et dans la majorité des contrôles devant être effectués par 165 services appropriés du Ministère des Finances et du Budget (non respect du circuit dans l'ordonnancement) ; la défaillance des procédures officielles de recrutement des agents de la fonction publique par les différents ministères, plus particulièrement le Ministère de l'éducation qui continue à recruter son personnel malgré l'existence d'un grand nombre d'agents sans affectation ni attribution de poste dans le Ministère de l'éducation.

.

.

.

la forte defaillance dcs cadres dc haut niveau Åf1 la direction du TrÃ©sor, qui cautionne et autodsc les

paiements dcs dÃ©pcnsees non budgetisÃ©es ct par consÃ©quentpas ordonnancÃ©es auparavant p ar la

Direction du Budget ni vÃ©on'ï-\201Ã©cs par le contrÃ©lcur ï-\201nancier;
lâ\200\231insufi-\201sance et le retard sÃ©on'eux dans la compilation des comptes au TrÃ©s or, cc qui empÃ©che une

analyse objective des dÃ©penses publiques dc maniÃ©re transparente;

lc manque de transfert au TrÃ©sor des reccttes de lâ\200\231Etat collectÃ©es par les dive rs rÃ©gies des diffÃ©rents

MinistÃ©res techniques.

Lâ\200\231utilisation dc ccs fonds qui nc sont pas vcrsÃ©s qu TrÃ©sor Ã©chappe Ã©. leur contrÃ©le;

1c manque dc volontÃ© ct lâ\200\231inabilitÃ© dâ\200\231appliquer dâ\200\231unc maniÃ©re consistante lcs mcsurcs drastiqucs pour la rÃ©duction de la masse salariale dans le MinistÃ©re de lâ\200\231Ã©ducation et au sein de s Forces armÃ©es. Toutefois,

1c MinistÃ©rc dc lâ\200\231 Ã©ducation et les Forces armÃ©es totalisent plus de la moitiÃ© de la masse salarialc dc lâ\200\231Etat.

5.

Au niveau de lâ\200\231cxÃ©cution du programme dc privatisatiqn des cntrepn'ses publiques , le gouvemement a

pris des mesures encouragantes en adoptaqt les stratÃ©gies proposÃ©es par la Commission dc privatisation

sur la. privatization des activitÃ©s de la sociÃ©tÃ© des hydrocarbures (SCH) ct de la soc iÃ©tÃ© comoriennne des ports

(SOCOPOTRAM), et sur la liquidation des actifs de la sociÃ©tÃ© dâ\200\231Air Comorcs. Les prochaincs Ã©tapes

porteront sur le lancement dâ\200\231appcl dâ\200\231offres international pour la sÃ©lect ion dâ\200\231opÃ©rateurs professionncls

stratÃ©giqutes ct sur la conclusion des contrats avec les opÃ©rateurs sÃ©lectionnÃ©s. Aï-\201n dâ\200\231assurer que les

opÃ©rations dc privatisation rÃ©ussissent pour lâ\200\231intÃ©rÃ©t dos consommateurs como riens, le processus dc

sÃ©lction des opÃ©rateurs privÃ©s doit Ã©trc fait dâ\200\231 une maniÃ©re transparente.

Dans le processus dc privatisation,

on encourage en plus de lâ\200\231opÃ©rateur stratÃ©gique, lâ\200\231implication dâ\200\231opÃ©rateurs locaux. Les services de la

Banque apporteront lâ\200\231assistance technique au ComitÃ© dc privatisation dans la prÃ©paration des cahiers dc

charge ainsi que le lancemcnt dâ\200\231appel dâ\200\231oi-\201â\200\230rcs et la sÃ©lect ion dÃ©s opâ\200\230Ã©rateurs. La Commission de

privatisation soumcttra dans les prochains jours un programmC de travail et un calndrier dâ\200\231exÃ©cution.

Perspectives pour 1998 et recommendations

6.

La situation Ã©conomique ct i-\201nanciÃ©re pour 1998 restc encore fragile. Les cxportati ons des produits

traditionncls augmenteront scnsiblcment alors que lcs perspectives dans le sectcur du tou risme restcront

troublÃ©es par la propagation du cholÃ©ra dans le pays et la persistance dc lâ\200\231instabilitÃ© politique. Par contre, le

rÃ©tablissement de la production dc lâ\200\231Ã©lectn'citÃ© a pcrmis une relance des acti vitÃ©s Ã©conomiques dans de

nombreux scctcurs. Cctte reprise, bien que modestc, doit pcrmcttre 2â\200\2301 lâ\200\231Ã©conomie dc croitrc Ã© pccu prÃ©s 2â\200\2301

hauteur de.2%. Le taux dâ\200\231ini-\202ation restera Ã©. um bas niveau cstimÃ© Ã© envir on 1%.

7.

Dans ce cadre, les recettes budgétaires augmenteront d'environ de 8% par rapport à 1996 collectées en 1997. Suite à une forte amélioration en 1997, 163 recettes douanières sont estimées à 2001 augmenter de 6%. De même, les recettes de la Direction des impôts sont estimées à augmenter de 23%, compte tenu de l'application pour l'année complète de la TGV et l'ASDI. Les dons sont estimés à 7,8 milliards de Francs conformément au programme des investissements publics (PIP). Ces projections des recettes budgétaires font l'objet d'un degré d'incertitude assez élevé : 5 cause de la situation politique à Anjouan.

Etant donné les perspectives des recettes ci-dessus mentionnées et l'incertitude de la situation politique,

8.

les dépenses devront être prudemment plafonnées comme :

.

atteindre un surplus de 1,3% du PIB au niveau du solde primaire des opérations budgétaires;

éviter des accumulations de dettes salariales et autres arrivées imprévues;

,

' Provisoire

engagÃ©es : rÃ©fÃ©rendum constitutionnel et formation d'un gouvemement du pseudoâ\200\224 Etat dâ\200\231Anjouan. DÃ©s lors une clarifiÃ©cation sâ\200\230impose avec les dirigeants sÃ©paratistes quant 2â\200\2301 leur rÃ©elle volontÃ© de contribuer 2â\200\2301 la recherche d'une solution pacifiÃ©\201que 2â\200\230: la crise.

Cependant, il convient d'indiquer que la surenchÃ©re de la partie Anjouanaise sâ\200\230a ppuyÃ© sur l'impuissance et lâ\200\231absence d'initiatives crÃ©dibles de la partie gouvernementale. Avant comme aprÃ©s Addis Abeba, le gouvemement nâ\200\230a rien fait pour favoriser lâ\200\231Ã©mergence dâ\200\231un climat d'apaisement et de discussion constructive. Câ\200\231est ainsi que :

- la constitution dÃ©criÃ©e par toutes les parties est toujours en vigueur, de surcroir quotidiennement ViolÃ©e par ses propres promoteurs ;
- L'AssemblÃ©e FÃ©dÃ©rale est toujours maintenue alors quâ\200\230elle ne reprÃ©sente plus personne et notamment sa composante Anjouannaise ;
- l'Ã©tat dâ\200\230exception maintenu jusquâ\200\231a prÃ©sent en contradiction i-\202agante avec l'esprit d'apaisement prÃ©conisÃ© par lâ\200\230Accord d'Addis et le CommuniquÃ© de Fomboni

- les mÃ©dias dâ\200\231Etat sont accaparÃ©s par le pouvoir et cultivent la haine entre les îles :

incitation permanente à la guerre civile ;

- la libertÃ© de rÃ©union et de manifestation est constamment ViolÃ©e ,
- des brimades, des vexations et des humiliations rÃ©guliÃ©rement pratiquÃ©es à l'encontre des fonctionnaires originaires d'Anjouan â\200\230,
- le consensus social est rompu par l'utilisation abusive et la dilapidation des deniers publics (le dernier rapport de la mission conjointe Banque Mondiale et FMI est 2â\200\230 1 06 propos

trÃ©s Ã©loquent) et eni-\201n

- la gestion des affaires publiques et de la crise anjouannaise se fait dans la plus totale OpacitÃ© : On peut prendre par exemple l'absence dâ\200\231appel d'offre ne serait que symbolique dans la construction du château de Beit-Salam et les voyages impromptus du PrÃ©sident de la RÃ©publique dans divers pays sans y rendre compte 21 la Nation.

En somme, On constate une rupture du consensus national et social ainsi qu'une absence totale de volontÃ© d'y remÃ©dier de la part du pouvoir.

Par consÃ©quent, devant l'impuissance, l'intransigeance et le manque de rÃ©alisme 2â\200\2301 la fois du pouvoir et des dirigeants sÃ©paratistes et dans le souci de crÃ©er le meilleur climat possible 21 la tenue rapide de la confÃ©rence comorienne interâ\200\224iles, lâ\200\231opposition nationale rÃ©agitÃ©e encore une